



# L'Organisation Mondiale du Commerce est tout simplement illégale

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 01 novembre 2006

[Convert Action Quartely](#) 1 novembre 2006



Une chose non mentionnée par les mass média et par la plupart des 1.200 groupes des 85 pays opposés aux politiques de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pendant et après les manifestations de Seattle en 1999, est le fait que l'OMC est en fait une institution illégale.

L'OMC fut mise en place après signature, en 1994 au Maroc, d'un « document technique » débattu à huis clos. Même les leaders des délégations impliquées dans l'accord n'étaient pas entièrement au courant des statuts qu'il contenait. L'instauration de l'OMC en tant qu'organisme mondial fut faite sans consultation des citoyens (ni même de leurs représentants) des diverses nations. Suite à la réunion au Maroc, l'accord fut soit approuvé sans discussion soit jamais formellement ratifié par les gouvernements nationaux. Pourtant l'adhésion à l'OMC exige l'acceptation de ses préceptes sans exception.

L'accord de 1994 fut incorporé en catimini dans le droit international, contournant le processus démocratique dans la plupart des pays membres. De manière flagrante, il a priorité sur les lois et les constitutions nationales, tout en fournissant des pouvoirs étendus aux banques mondiales et aux sociétés multinationales. Cet organisme totalitaire intergouvernemental fut autorisé, sous le droit international, pour « contrôler » le niveau économique des pays et les politiques sociales, supprimant les droits des gouvernements nationaux. En outre, l'OMC neutralise l'autorité des agences de l'ONU, comme l'Organisation Internationale du Travail, conçue pour surveiller la gestion du commerce international. Par ailleurs, l'OMC contredit la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

La déréglementation du système bancaire US fut approuvée par le Sénat de ce pays à peine six semaines avant l'assemblée de l'OMC à Seattle. D'un coup de stylo, la plupart des contraintes internationales sur les puissants conglomérats bancaires de Wall Street ont été abrogées. Dans les mois suivants les protestations de Seattle, les banques et les sociétés multinationales ont commencé à se substituer aux [gouvernements de] pays entiers, causant l'effondrement des économies nationales et pillant les ressources des peuples autochtones.

Les clauses du défunt Accord Multilatéral sur l'Investissement, qui accordaient un traitement national aux banques étrangères et aux sociétés multinationales, sont aussi en passe de devenir un fait accompli à travers l'OMC. La dérégulation bancaire US a permis globalement

des investissements de capitaux spéculatifs. Les géants financiers des USA et de l'Union Européenne avancent vers le contrôle mondial de la politique monétaire et des marchés financiers.

Printemps-été 2000.

Note du traducteur

Le MAI ou Accord Multilatéral sur l'Investissement.

Histoire censurée #1 de 1999 :

<http://www.projectcensored.org/publications/archives/c1999.html#1>

L'accord secret du commerce international mine la souveraineté des nations

Certains développements du cours de l'histoire ont un tel potentiel d'affectation des nations et des humains qu'il serait irresponsable de les ignorer. Pourtant, peu d'organismes d'information traditionnels ont rendu compte du MAI, qui mettra en place une vaste série de protections pour l'investissement étranger.

Selon des articles de la presse alternative, le MAI menacera la souveraineté nationale en donnant aux sociétés des droits pratiquement égaux à ceux des nations. Cet accord a le potentiel de placer les profits avant les droits de l'homme et la justice sociale. C'est pourquoi nos juges ont appelé cet article » l'histoire censurée N° 1 « , dans laquelle le MAI poussera l'économie mondiale beaucoup plus près d'un système où le capital des sociétés internationales régnera librement au-dessus des valeurs démocratiques et des besoins socio-économiques des peuples.

Le MAI aura aussi des effets dévastateurs sur la souveraineté judiciaire, environnementale et culturelle de la nation. Il forcera les pays à relâcher ou annuler la protection humaine, environnementale et du travail, pour attirer l'investissement et le commerce. Des mesures nécessaires telles que les subventions alimentaires, le contrôle de la spéculation sur la terre, la réforme agraire et les normes de santé et environnementales, peuvent être remises en question comme » interdites « d'après le MAI. Cette même illégalité est étendue aux contrôles de la communauté sur les forêts, les interdictions locales d'utilisation des pesticides, les normes de propreté de l'air, les limites sur le minerai, le gaz et l'extraction du pétrole, et l'interdiction des décharges toxiques.

*Titre original : Seattle and Beyond: The Illegality of the WTO*

<http://www.projectcensored.org/publications/2001/13.html>

*Traduit par Pétrus Lombard, membre associé de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est en Copyleft pour tout usage non-commercial : elle est libre d'être reproduite, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner sources et auteurs.*

La source originale de cet article est [Convert Action Quartely](#)

Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), [Convert Action Quartely](#), 2006

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

## A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

**Avis de non-responsabilité :** Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)